

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Première session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 14–16 février 2011

## PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 9 de l'ordre du  
jour

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
WFP/EB.1/2011/9-A/1

17 janvier 2011  
ORIGINAL: ANGLAIS

## AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT – PROGRAMME DE PAYS OUGANDA 108070

Appui aux mesures prises par le  
Gouvernement pour lutter contre la faim

Coût (dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires	30 899 449	19 243 035	50 142 484
Coût total pour le PAM	158 416 728	87 908 503	246 325 231

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

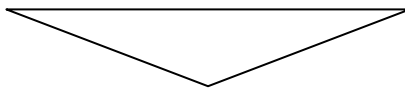
Directeur régional, ODJ\*: M. M. Darboe tél.: 066513-2201

Attaché de liaison principal, ODJ: M. T. Lecato tél.: 066513-2370

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

\* Bureau régional de Johannesburg (Afrique australe, orientale et centrale)

## PROJET DE DÉCISION\*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire de 87,9 millions de dollars É.-U. proposée pour le programme de pays Ouganda 108070 "Appui aux mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre la faim" (WFP/EB.1/2011/9-A/1).

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## NATURE DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

1. La présente révision budgétaire propose d'augmenter de 87,9 millions de dollars les ressources actuellement allouées au programme de pays 108070 "Appui aux mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre la faim", afin que 510 000 personnes supplémentaires puissent bénéficier d'un renforcement des activités entreprises au titre des deux composantes suivantes:
  - composante 1: sécurité alimentaire et nutritionnelle, où il s'agit en particulier d'étendre les filets de protection reposant sur des activités productives afin de répondre à l'évolution des besoins et aux priorités du Gouvernement pour le développement de la région du Karamoja; et
  - composante 2: aide à l'agriculture et à la commercialisation des produits agricoles, notamment en faveur de l'effort de relèvement et de diversification agricoles déployé dans le nord de l'Ouganda, ainsi que de la création de valeur ajoutée en vue d'accroître la capacité de production nationale d'aliments enrichis en macronutriments, conformément au rôle que joue le PAM aux côtés du Gouvernement en tant que partenaire clé désigné par les autorités pour la réalisation de leurs objectifs de développement agricole.
2. La révision budgétaire fait passer de 2,3 à 2,8 millions le nombre de bénéficiaires du programme de pays. Elle comprend le coût direct et les coûts connexes des produits alimentaires supplémentaires destinés à la mise en place des filets de protection axés sur des activités productives ainsi que les dépenses additionnelles au titre des autres coûts opérationnels directs pour l'aide à l'agriculture et à la commercialisation des produits agricoles. Les frais de transport extérieur ont été réduits moyennant l'augmentation des achats de vivres sur les marchés locaux. Une autre augmentation budgétaire dont le but était de distinguer les autres coûts opérationnels directs des activités avec et sans composante alimentaire et de réduire les coûts d'appui directs par tonne a été approuvée en novembre 2010.

## JUSTIFICATION DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

### Résumé des activités existantes au titre des projets

3. Les activités du PAM en Ouganda s'inscrivent dans le cadre de la stratégie de pays établie pour 2009–2014, qui appuie la mise en œuvre du Plan stratégique du PAM au niveau national. Cette stratégie distingue trois domaines d'action prioritaire: 1) action humanitaire d'urgence; 2) sécurité alimentaire et nutritionnelle; et 3) aide à l'agriculture et à la commercialisation des produits agricoles. Le domaine prioritaire 1 est couvert par l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 101213. Le domaine prioritaire 2 constitue la composante 1 du programme de pays; il a trait à la préparation aux catastrophes et à l'atténuation des effets de celles-ci, notamment les filets de protection axés sur des activités productives et l'adaptation au changement climatique, à la lutte contre la faim chronique, notamment au travers des programmes de santé et de nutrition maternelles et infantiles (SNMI) et des programmes communautaires de nutrition, aux filets de protection ciblés sur les enfants, à l'appui à l'éducation et à la sensibilisation au problème de la faim. Le domaine prioritaire 3 constitue la composante 2 du programme de pays; il comprend les activités destinées à améliorer les infrastructures commerciales et les

opérations après récolte, y compris la création de valeur ajoutée grâce à des activités comme la mouture des céréales et l'enrichissement des denrées, et les achats locaux<sup>1</sup>.

4. Dans le cadre de l'IPSR 101213 que le PAM mène actuellement, 100 000 réfugiés bénéficient de distributions générales de vivres, 117 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée reçoivent une supplémentation alimentaire et 6 500 personnes s'occupant d'enfants atteints de malnutrition aiguë grave reçoivent une alimentation thérapeutique. Quant à l'opération d'urgence 108110, destinée aux populations en situation d'insécurité alimentaire sévère à cause de la sécheresse dans le Karamoja, elle a pris fin en décembre 2010. Les familles qui ont encore besoin d'une assistance seront prises en charge par le programme de pays si elles comptent parmi celles des adultes valides capables de participer aux activités productives proposées comme filets de protection, ou sinon par l'IPSR<sup>2</sup>.
5. En outre, le PAM est le chef de file du Programme d'action commun des Nations Unies sur le changement climatique, qui contribue à accroître la cohérence et l'intégration de l'action menée par les organismes des Nations Unies en Ouganda et s'attache à renforcer la capacité qu'ont les institutions du Gouvernement et de la société civile ainsi que les communautés vulnérables d'atténuer les changements climatiques et de s'y adapter, de se préparer aux catastrophes et de faire face aux changements climatiques. Ce programme est financé par un fonds fiduciaire distinct et n'a donc aucune incidence sur la présente augmentation budgétaire.
6. La problématique hommes-femmes est inscrite dans toutes les activités du programme de pays, dont environ 53 pour cent des bénéficiaires sont des femmes – 56 pour cent dans le cadre de la composante 1 et 50 pour cent dans celui de la composante 2.

## Conclusion et recommandations issues de la réévaluation

7. Les conditions favorables observées fin 2010 en ce qui concerne l'état des cultures et des parcours se sont traduites par une amélioration des disponibilités alimentaires et de l'accès à la nourriture pour la plupart des ménages du Karamoja<sup>3</sup>. Dans cette région comme dans les régions avoisinantes, des récoltes supérieures à la moyenne ont gonflé l'offre de la plupart des denrées de base vendues sur le marché et fait baisser les prix<sup>4</sup>.
8. Il est de plus en plus largement admis que la pauvreté et l'insécurité alimentaire sont devenues un phénomène chronique dans le Karamoja et qu'elles perdureront même si la pluviométrie reste favorable. Dans le nord de l'Ouganda, où se situe le Karamoja, le taux de pauvreté est le plus élevé du pays: 46 pour cent, contre une moyenne nationale de 23 pour cent<sup>5</sup>. Pour s'attaquer au problème de la faim dans le Karamoja, il faut avoir une vision à long terme et adopter une stratégie qui s'attache à remédier aux causes profondes

<sup>1</sup> Toutes les activités de relèvement axées sur l'agriculture qui étaient initialement rattachées au domaine prioritaire 1 du programme de pays relèvent désormais du domaine prioritaire 2.

<sup>2</sup> Une rallonge budgétaire pour la prise en charge de 32 000 familles extrêmement vulnérables dont aucun membre n'est capable de travailler et la mise en œuvre de programmes de nutrition dans le Karamoja est actuellement envisagée pour cette IPSR.

<sup>3</sup> Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine, 2010: *Uganda Food Security Outlook Update, September 2010*; PAM, 2010: *Climatic and Food Security Situation in Uganda*; contribution de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité au rapport du PAM intitulé "Regional Horn of Africa Food Security Update", octobre 2010.

<sup>4</sup> PAM, Uganda Market Monitoring.

<sup>5</sup> Economic Policy Research Centre, Ouganda, octobre 2010.

de l'insécurité alimentaire chronique et à bâtir une capacité de résistance durable face aux chocs.

9. Dans le cadre du programme de pays, le programme de création d'avoirs productifs dans le Karamoja (KPAP) est vite devenu un instrument essentiel pour le relèvement et le développement de la région. Il concorde entièrement avec le Plan de paix, de relèvement et de développement du nord de l'Ouganda établi par le Gouvernement et avec le Programme intégré de désarmement et de développement du Karamoja. Après la phase des secours, l'assistance apportée par le PAM aux ménages vulnérables s'inscrit désormais davantage dans l'optique du développement: en 2010, il a intégré dans le KPAP 17 000 familles préalablement ciblées par l'opération d'urgence<sup>6</sup>. L'aide alimentaire inconditionnelle a laissé place à une assistance conditionnelle que les communautés concernées ont très bien acceptée si l'on en juge par le climat généralement pacifique dans lequel se déroulent les distributions de vivres et la forte demande de participation au programme.
10. Dans une étude de faisabilité effectuée en 2009 sur les transferts monétaires et les bons d'alimentation, il était recommandé au PAM de mettre à l'essai la formule des aides en espèces dans le Karamoja, compte tenu des avantages que celle-ci pouvait présenter par rapport aux transferts alimentaires, en particulier le fait de laisser aux bénéficiaires le choix de subvenir comme ils l'entendent à leurs propres besoins, de soutenir le développement du marché et de stimuler le commerce dans des économies locales déprimées<sup>7</sup>.
11. On y voit plus clair désormais sur la façon dont le PAM et le Gouvernement peuvent poursuivre leurs objectifs communs en matière d'aide aux petits exploitants et fournisseurs de denrées alimentaires. L'accord pour une action conjointe signé par le PAM et le Gouvernement en décembre 2009 précise les différents aspects de la contribution du PAM aux activités déployées par les autorités ougandaises pour promouvoir la croissance et l'investissement dans le secteur agricole et accroître les revenus des exploitants, activités qui ont ainsi bénéficié d'un effort exceptionnel de la part des pouvoirs publics en 2010. L'accord pour une action conjointe appuie la stratégie du PAM visant à mettre en place un réseau d'infrastructures de commercialisation et de transformation des denrées alimentaires accessible aux exploitants. La création du marché commun d'Afrique de l'Est en juillet 2010 et l'intérêt marqué du Gouvernement pour les grands marchés céréaliers régionaux que représentent les opérations du PAM dans les pays voisins et sur lesquels les agriculteurs ougandais pourraient trouver des débouchés ont ouvert des perspectives encore plus larges.

### **Finalité de l'augmentation budgétaire**

12. L'augmentation budgétaire proposée a pour but d'élargir le champ des activités du programme de pays compte tenu de l'amélioration de la sécurité alimentaire dans le Karamoja, du rôle plus spécifique dévolu au PAM dans la mise en œuvre des priorités et stratégies du Gouvernement et de la forte demande des autorités nationales, ainsi que des donateurs et des communautés locales à l'égard des interventions du Programme.

---

<sup>6</sup> Opération d'urgence 108110, cinquième révision budgétaire.

<sup>7</sup> Levine, S. et Carrington, G, 2009: *Is Cash-Voucher Programming a Feasible Alternative for WFP in Uganda?* Rapport préparé pour le PAM. Rome.

## Expansion des activités au titre de la composante 1: sécurité alimentaire et nutritionnelle

13. L'amélioration de la sécurité alimentaire observée en 2010 a permis au PAM de transférer au KPAP 24 000 ménages bénéficiaires de l'opération d'urgence en 2011, portant à 74 000 le nombre total de ménages ciblés pris en charge par an pendant la durée restante du programme de pays. Il s'agit des familles les plus pauvres comptant au moins en leur sein une personne valide, qui ont été recensées dans le cadre d'un large processus de ciblage mené en concertation avec les communautés. Les activités qu'il propose sont toutes axées sur la construction d'équipements collectifs qui contribuent directement à accroître la production et améliorer l'entreposage de denrées alimentaires dans les villages du Karamoja, moyennant le versement aux participants, en nature (maïs) ou en espèces, de l'équivalent de neuf jours de travail rémunérés au salaire minimum<sup>8</sup>.
14. Environ 10 pour cent des ménages bénéficiaires du KPAP – ceux qui vivent dans un rayon de 7 kilomètres autour des grands centres marchands – recevront des aides monétaires en 2011, et cette proportion sera ensuite progressivement portée à 25 pour cent à l'horizon 2014. Ces transferts monétaires viendront compléter les efforts déployés par le PAM, le Gouvernement et leurs partenaires pour stimuler la production alimentaire et améliorer les infrastructures commerciales dans le Karamoja, dans le droit fil de l'objectif de relèvement et de développement du KPAP.
15. La campagne de sensibilisation à la nutrition actuellement menée dans le sud-ouest de l'Ouganda, sera étendue à cinq districts au lieu d'un seul actuellement, compte tenu à la fois de la demande et de l'impact potentiel. Dans cette région, en effet, les disponibilités alimentaires sont suffisantes, mais les taux de retard de croissance sont élevés (49,6 pour cent alors que la moyenne nationale est de 38,1 pour cent<sup>9</sup>) à cause des mauvaises habitudes d'hygiène, de soin et de nutrition, notamment en ce qui concerne l'alimentation des nourrissons. La campagne de sensibilisation à la nutrition touchera ainsi 25 000 personnes et continuera de mettre l'accent sur les mères et d'autres membres de la famille.
16. Le lancement à titre expérimental de l'initiative du PAM en faveur de l'accès au bois de feu et aux sources d'énergie alternatives, qui vise à équiper 37 000 familles de poêles améliorés dans le Karamoja, est un autre aspect de la présente augmentation budgétaire. Ce projet bénéficie déjà d'un financement jusqu'à la fin de 2010.
17. Enfin, la présente augmentation budgétaire prévoit pour la région du Karamoja un nouveau programme de développement du jeune enfant. En collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, il s'agit d'inciter les parents, par des transferts alimentaires ou monétaires<sup>10</sup>, à envoyer leurs enfants d'âge préscolaire dans des centres d'accueil spécialisés. Dans le cas des transferts monétaires, les paiements seront effectués

---

<sup>8</sup> On a jugé raisonnable de fixer à neuf jours la durée de la participation au programme à la fois pour ne pas détourner la main-d'œuvre d'autres activités productives et pour assurer un transfert de revenu représentant environ un quart de la moyenne des dépenses de consommation mensuelles des ménages dans le nord de l'Ouganda (Uganda Bureau of Statistics, 2010: *Statistical Abstract*. Kampala). La valeur du transfert de revenu correspond à celle des aides sociales dispensées dans le cadre du programme Social Assistance Grants for Empowerment appuyé par le Department for International Development du Royaume-Uni et hébergé au Ministère de la promotion de la femme, du travail et des affaires sociales.

<sup>9</sup> FAO, 2010: *Nutrition Country Profile: the Republic of Uganda*. Rome.

<sup>10</sup> Financés par le don que le PAM a reçu de l'Espagne en faveur du renforcement de ses capacités dans le domaine des transferts en espèces et des bons d'alimentation.

par l'intermédiaire d'un établissement bancaire reconnu au moyen de cartes à puce (SIM). L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires collecte actuellement des informations en vue de procéder en 2011 à une évaluation comparative des effets des transferts alimentaires et monétaires sur la fréquentation des centres de développement du jeune enfant et sur les résultats obtenus au plan cognitif. Les conclusions de ces travaux permettront au PAM, au Fonds des Nations Unies pour l'enfance et au Gouvernement ougandais de plaider pour l'institutionnalisation du programme de développement du jeune enfant sur le long terme<sup>11</sup>. Le coût des transferts alimentaires prévus pour 2013 et 2014 à l'appui de ces activités a été pris en compte dans la présente augmentation, mais les transferts monétaires restent conditionnés aux résultats de l'évaluation.

## **Expansion des activités au titre de la composante 2: aide à l'agriculture et à la commercialisation des produits agricoles**

18. Le programme d'action conjointe conclu avec le Gouvernement définit quatre objectifs communs: i) le PAM augmentera ses achats de produits alimentaires sur les marchés locaux jusqu'à concurrence de 100 millions de dollars par an; ii) les petits exploitants bénéficieront de ces achats; iii) le PAM développera les activités de production et de transformation susceptibles de créer de la valeur ajoutée en Ouganda; et iv) le PAM contribuera à la mise en place de mécanismes de commercialisation dans une optique de développement durable. Le partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) revêt une importance capitale à cet égard, et toutes les activités sont réparties entre les autorités ougandaises, le PAM et la FAO. Les activités décrites dans les paragraphes suivants bénéficient du soutien actif des donateurs et devraient pouvoir compter sur un volume important de ressources supplémentaires.
19. Le PAM appuiera directement les activités de mouture des céréales, d'enrichissement des denrées et de fabrication d'aliments composés et agira aussi du côté de la demande en qualité d'acheteur de ces produits. La révision budgétaire comprend la location ou l'achat d'une unité de transformation et d'enrichissement des produits alimentaires susceptible d'étendre son activité à l'échelle nationale<sup>12</sup>. Entre 2011 et 2013, le PAM prévoit en outre d'apporter un soutien financier limité à des projets de recherche-développement sur la fabrication d'aliments à forte valeur nutritive à partir d'ingrédients produits localement.
20. En vertu d'un protocole d'accord entre le PAM et la FAO, il est prévu de renforcer l'appui à la production et à la diversification de l'agriculture dans le nord de l'Ouganda en 2011 et en 2012, à travers une série d'activités en faveur de la formation aux opérations après production de la technologie destinée à valoriser les produits et de la commercialisation. Elles seront complétées par le transfert à la composante 2 d'autres activités qui relevaient précédemment de la composante 1, à savoir: appui à la production et/ou aux opérations après récolte pour le manioc, le riz, les légumes, le poisson, les fruits et la gomme arabique, et la production de patates douces bioenrichies<sup>13</sup>. Les bénéficiaires sont des membres de groupements d'exploitants reconnus et soigneusement sélectionnés qui ont accès à la terre et qui ont préalablement été formés aux techniques de production

---

<sup>11</sup> Le transfert des responsabilités à cet égard reposerait sur les mesures prises par le Gouvernement pour aider les communautés à mettre en place un système de repas scolaires préparés avec des produits locaux.

<sup>12</sup> En coopération avec le Société financière internationale, une étude de faisabilité détaillée se rapportant à cette initiative est en train d'être lancée.

<sup>13</sup> L'obtention par des méthodes de culture traditionnelles de produits alimentaires à plus forte teneur en micronutriments biodisponibles comme la vitamine A, le zinc et le fer pourrait offrir une solution économique et efficace pour remédier aux carences en vitamines et en minéraux de la population ougandaise.



agricole. Les activités d'appui à l'agriculture et aux marchés toucheront 319 650 ménages pendant la durée du programme de pays.

21. Toutes les activités feront l'objet d'un suivi dans le cadre des procédures habituelles du PAM en matière de suivi des programmes. Chaque fois que nécessaire, le système sera adapté pour assurer le suivi des opérations monétaires.

<b>TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR COMPOSANTE</b>				
Activité	Catégorie de bénéficiaires	Bénéficiaires		
		Nombre actuel	Nombre supplémentaire	Nombre révisé
<b>Composante 1</b>				
Filets de protection axés sur des activités productives/KPAP (ancienne composante Préparation aux catastrophes) <sup>a</sup>	Ménages pauvres du Karamoja	262 558	193 784	456 342 <sup>b</sup>
Moyens de subsistance en milieu agricole (ancienne composante Relèvement)	Ménages pauvres en situation d'après-conflit	575 584	-571 984	3 600
Repas scolaires, développement du jeune enfant et CROWNS/construction de logements pour les enseignants <sup>14</sup> (ancienne composante Faim chronique/incitations à l'éducation)	Enfants scolarisés et enseignants (construction de logements)	397 376	-210 712 <sup>15</sup>	186 664 <sup>c</sup>
SNMI et sensibilisation au problème de la faim (ancienne composante Faim chronique/SNMI/sensibilisation)	Jeunes enfants, femmes enceintes et mères allaitantes	171 535	94 414	265 949
<b>Total partiel</b>		<b>1 407 053</b>	<b>-494 498</b>	<b>912 555</b>
<b>Composante 2<sup>a</sup></b>				
Infrastructures commerciales <sup>d</sup>	Petits exploitants	340 000	280 800	620 800
Opérations après récolte et création de valeur ajoutée	Petits exploitants	573 312	517 188	1 090 500
Achats locaux <sup>d</sup>	Petits exploitants	573 312	47 488	620 800
Appui aux moyens de subsistance (ancienne composante Relèvement)	Ménages pauvres en situation d'après-conflit	–	827 400	827 400
<b>Total partiel</b>		<b>913 312</b>	<b>1 004 588</b>	<b>1 917 900</b>
<b>TOTAL<sup>16</sup></b>		<b>2 320 365</b>	<b>510 090</b>	<b>2 830 455</b>

<sup>a</sup> Pour le calcul du nombre de bénéficiaires, chaque ménage est censé se composer de six personnes.

<sup>b</sup> Dont 12 000 écoliers qui bénéficieront pendant un an d'une aide du Fonds belge de survie pour la création de jardins scolaires.

<sup>c</sup> La prise en charge des repas scolaires par le pays sera négociée ultérieurement avec le Gouvernement sur la base d'une approche privilégiant la production locale.

<sup>d</sup> Ces chiffres comprennent les bénéficiaires qui pourraient aussi participer aux opérations après récolte et à la création de valeur ajoutée, ainsi qu'aux moyens de subsistance.

<sup>14</sup> Dans le cadre du programme *Community Renewed-Ownership of West Nile Schools* (Programme d'investissement communautaire renouvelé dans les écoles du Nil occidental (CROWNS)), les Pays-Bas financent actuellement la construction de 484 logements destinés aux instituteurs, à proximité des écoles, afin d'améliorer la qualité de l'enseignement.

<sup>15</sup> Cette diminution résulte d'une méthode plus précise de calcul du nombre des bénéficiaires de l'alimentation scolaire qui élimine les doubles comptages possibles et retient le chiffre le plus élevé pour l'année (86 700).

<sup>16</sup> Des aides en espèces seront distribuées à 32 100 participants directs, soit au total 123 550 bénéficiaires: 116 350 au titre de la composante 1 et 7 200 au titre de la composante 2.

<b>TABLEAU 2: RATION TYPE (en grammes, par personne et par jour)</b>							
<b>Ration</b>	<b>Maïs</b>	<b>Légumes secs</b>	<b>Huile végétale</b>	<b>Sucre</b>	<b>Mélange maïs-soja+</b>	<b>Durée/ fréquence des distributions</b>	<b>kcal par jour</b>
Création d'avoires: logements pour les enseignants, Vivres contre travail	3 kg de maïs en grains ou 1,32 dollar					9 jours/mois, jusqu'à 12 mois/an	
Filets de protection reposant sur des activités productives: KPAP, ménages pauvres du Karamoja	3 kg de maïs en grains ou 1,32 dollar					9 jours/mois, jusqu'à 12 mois/an	
SNMI: femmes enceintes et mères allaitantes <sup>a</sup>			25 g	15 g	229 g	360 jours	1 200
SNMI: jeunes enfants			25 g	15 g	229 g	360 jours	1 200
Incitations à l'éducation: enfants, petit-déjeuner et déjeuner à l'école	150 g de semoule	45 g	5 g		75 g	180 jours	1 340
Incitations à l'éducation: enfants, pensionnaires	300 g de semoule	90 g	10 g		75 g	252 jours	1 790
Incitations à l'éducation: filles, rations à emporter <sup>b</sup>			3,7 kg		25 kg	3 fois par an	
Développement du jeune enfant: enfants de 2 à 6 ans			20 g	15 g	200 g	360 jours	1 040
			7,50 dollars/mois				

<sup>a</sup> Les rations SNMI sont inchangées; elles sont destinées à 25 000 mères et enfants de moins de 2 ans fréquentant les centres de santé.

<sup>b</sup> Les rations à emporter seront remises à la fin de chaque trimestre scolaire aux écolières de la 4<sup>e</sup> à la 7<sup>e</sup> année ayant un taux d'assiduité d'au moins 80 pour cent.

## BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES

22. Le tableau 3 récapitule les quantités de produits alimentaires supplémentaires et totales nécessaires pour mener à bien le programme révisé.

<b>TABLEAU 3. BESOINS ALIMENTAIRES/MONÉTAIRES ET SOUS FORME DE BONS D'ALIMENTATION</b>				
		<b>Produits alimentaires (en tonnes) et aides en espèces/bons d'alimentation (en dollars É.-U.)</b>		
	<b>Produit alimentaire/aides en espèces et bons</b>	<b>Besoins actuels</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Total révisé</b>
Assistance alimentaire	Céréales	52 470	34 014	86 484
	Légumes secs	4 748	(30)	4 718
	Huile végétale	2 187	537	2 724
	Aliments mélangés et composés	18 796	6 362	25 158
	Sucre	1 351	(94)	1 257
<b>Total partiel</b>		<b>79 552</b>	<b>40 789</b>	<b>120 341</b>
Assistance non alimentaire	Autres COD	56 174 948	48 475 640	104 650 588
Aides en espèces/bons d'alimentation	Aides en espèces	1 352 665	7 063 022	8 415 687

## ANNEXE I-A

<b>VENTILATION DES COÛTS BUDGÉTAIRES SUPPLÉMENTAIRES</b>			
<b>Produits alimentaires<sup>1</sup></b>	<b>Quantité (tonnes)</b>	<b>Valeur (dollars É.-U.)</b>	<b>Valeur (dollars É.-U.)</b>
Céréales	34 014	8 556 395	
Légumes secs	(30)	(56 081)	
Huiles et matières grasses	537	603 122	
Aliments composés et mélanges	6 362	3 133 917	
Autres	(94)	(57 340)	
<b>Total produits alimentaires</b>	<b>40 789</b>	<b>12 180 013</b>	
Transferts monétaires		<b>7 739 355</b>	
Bons d'alimentation		<b>(676 333)</b>	
<b>Total partiel produits alimentaires et transferts/bons</b>			<b>19 243 035</b>
Transport extérieur			(687 289)
Transport terrestre, entreposage et manutention			6 369 161
Autres coûts opérationnels directs			48 229 143
Coûts d'appui directs <sup>2</sup> (voir annexe I-B)			9 003 429
<b>Total des coûts directs du projet</b>			<b>82 157 429</b>
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) <sup>3</sup>			5 751 024
<b>COÛT TOTAL POUR LE PAM</b>			<b>87 908 503</b>

<sup>1</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. Le contenu peut varier.

<sup>2</sup> Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

<sup>3</sup> Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

## ANNEXE I-B

<b>COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars É.-U.)</b>	
<b>Dépenses de personnel et frais connexes</b>	
Administrateurs recrutés sur le plan international	(449 640)
Administrateurs recrutés sur le plan national	424 802
Agents des services généraux	845 515
Personnel temporaire	1 268 273
Heures supplémentaires	16 164
Primes de risque et de sujétion	12 802
Consultants internationaux	2 169 920
Consultants nationaux	120 000
Volontaires des Nations Unies	966 240
Services de conseil	(176 296)
Voyages officiels du personnel	(68 920)
<b>Total partiel</b>	<b>5 128 860</b>
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	
Location de locaux	511 642
Charges courantes	170 993
Fournitures de bureau et petit matériel	93 450
Services de télécommunications et informatiques	509 444
Réparation et entretien du matériel	489 621
Coûts d'exploitation et d'entretien des véhicules	645 793
Aménagement et entretien des bureaux	282 356
Prestations de services d'organismes des Nations Unies	492 382
<b>Total partiel</b>	<b>3 195 681</b>
<b>Dépenses d'équipement et autres coûts</b>	
Leasing de véhicules	102 000
Matériel de télécommunications/ informatique	178 890
Dépenses de sécurité	397 998
<b>Total partiel</b>	<b>678 888</b>
<b>TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>	<b>9 003 429</b>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE			
Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses	Ressources nécessaires
<b>Résultat escompté du PNUAD:</b> améliorer pour tous, et notamment pour les plus vulnérables, la possibilité d'avoir accès à des services de base de qualité et de les utiliser, d'obtenir un emploi durable, d'exercer une activité génératrice de revenus et de connaître la sécurité alimentaire.	Indicateur des résultats escomptés du PNUAD: ➤ Pourcentage et nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté		
<b>Composante 1: Sécurité alimentaire et nutritionnelle</b>			
<b>Objectif: La plupart des communautés des zones se relevant du conflit sont productrices nettes de denrées alimentaires, et la faim chronique chez les enfants a diminué: Objectifs stratégiques 2, 3 et 4</b>			
<b>Effet direct 1.1</b> (Objectif stratégique 2) Mise en place et consolidation de systèmes d'alerte rapide, de plans d'intervention d'urgence et de systèmes de suivi de la sécurité alimentaire, avec l'appui du PAM en matière de renforcement des capacités	➤ 100% des communautés ciblées affichent un indice de préparation aux catastrophes $\geq 7$ à l'horizon 2014	Aucune rupture majeure de la filière d'approvisionnement Aucune pénurie majeure de ressources	Produits alimentaires: 19 243 035 dollars Transport terrestre, entreposage et manutention: 6 369 161 dollars Autres coûts opérationnels directs: 48 229 143 dollars
<b>Produit 1.1.1</b> Mise en place de mesures pour atténuer les effets des catastrophes, avec l'appui du PAM en matière de renforcement des capacités	➤ Une politique nationale de lutte contre le changement climatique est mise en place d'ici à 2014 ➤ 100% des districts ciblés ont intégré la dimension du changement climatique à leurs plans de développement à l'horizon 2014 ➤ 100% des communautés ciblées disposent d'un système d'intervention en cas de catastrophe à l'horizon 2014	Aucune catastrophe majeure et/ou aucun conflit politique dans les zones d'intervention	
<b>Produit 1.1.2</b> Création ou remise en état par les communautés ciblées de dispositifs d'atténuation des effets des catastrophes	➤ 100% des produits escomptés en matière d'atténuation des effets des catastrophes ont été obtenus		
<b>Effet direct 1.2</b> (Objectif stratégique 3) Consommation alimentaire suffisante des familles et des communautés ciblées pendant toute la période couverte par l'assistance du PAM	➤ 100% des ménages ont un score de consommation alimentaire $> 35$ dans les communautés ciblées		



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE			
Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses	Ressources nécessaires
<p><b>Produit 1.2.1</b> Distribution en quantité suffisante de produits alimentaires et non alimentaires de qualité ainsi que d'aides en espèces aux bénéficiaires ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 100% des quantités prévues pour chaque type de produit alimentaire ont été distribuées</li> <li>➤ 100% des quantités prévues pour chaque type de produit non alimentaire et 100% des aides en espèces prévues ont été distribuées</li> <li>➤ 100% des bénéficiaires (hommes et femmes) ont reçu des aides en espèces en temps voulu</li> <li>➤ 100% des bénéficiaires (hommes et femmes) ont reçu des vivres en temps voulu</li> </ul>		
<p><b>Effet direct 1.3</b> (Objectif stratégique 3) Les communautés ciblées ont plus largement accès aux actifs dans les situations de précarité ou les périodes de transition</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Score de dotation en équipements collectifs</li> </ul> <p>Objectif: 80% des communautés ciblées ont accès à des équipements collectifs plus perfectionnés et à de nouveaux moyens de subsistance</p>		
<p><b>Produit 1.3.1</b> Création ou remise en état d'équipements collectifs dans les communautés ciblées</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 100% des équipements collectifs prévus ont été créés</li> </ul>		
<p><b>Produit 1.3.2</b> Capacités renforcées et sensibilisation par le biais des campagnes et des programmes de formation du PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 100% du personnel local de contrepartie, des partenaires et des communautés ciblées reçoivent une formation, font des séjours d'immersion sur le terrain ou participent aux programmes d'échanges</li> </ul>		
<p><b>Effet direct 1.4</b> (Objectif stratégique 4) Amélioration de la situation nutritionnelle des femmes, des filles et des garçons ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 20% de réduction de la prévalence du retard de croissance dans la population ciblée (enfants âgés de moins de 2 ans) à l'horizon 2014</li> </ul>		

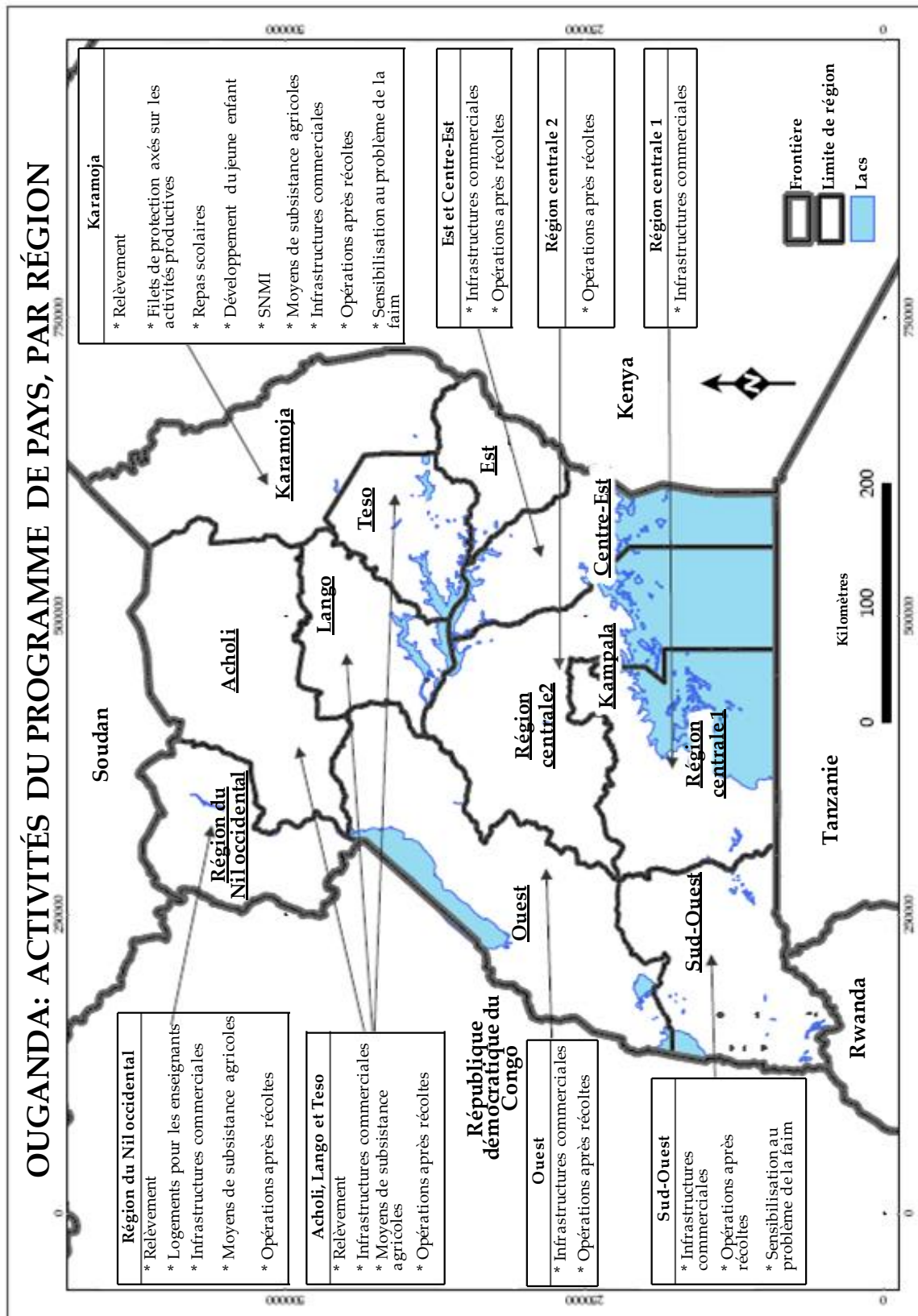
ANNEXE II: CADRE LOGIQUE			
Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses	Ressources nécessaires
<p><b>Produit 1.4.1</b> Distribution en quantité suffisante de produits alimentaires et non alimentaires de qualité aux bénéficiaires ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 100% des quantités prévues pour chaque type de produit alimentaire ont été distribuées</li> <li>➤ 100% des quantités prévues pour chaque type de produit non alimentaire ont été distribuées</li> <li>➤ 100% des bénéficiaires (hommes et femmes) ont reçu des aides en espèces en temps voulu</li> <li>➤ 100% des bénéficiaires (hommes et femmes) ont reçu des vivres en temps voulu</li> </ul>		
<p><b>Effet direct 1.5 (Objectif stratégique 4)</b> Amélioration de l'accès à l'éducation et valorisation du capital humain dans les écoles bénéficiant de l'assistance du PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Taux annuel d'augmentation des inscriptions &gt; 6%</li> <li>➤ Taux d'assiduité scolaire de 80% dans les écoles appuyées par le PAM</li> <li>➤ Taux de persévérance de 80% dans les écoles appuyées par le PAM</li> <li>➤ Taux de réussite de 50% dans les écoles appuyées par le PAM</li> <li>➤ Ratio filles/garçons égal à 1 dans 95% des écoles appuyées par le PAM</li> </ul>		
<p><b>Produit 1.5.1</b> Distribution en quantité suffisante de produits alimentaires et non alimentaires de qualité ainsi que d'aides en espèces aux bénéficiaires ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 100% des quantités prévues pour chaque type de produit alimentaire ont été distribuées</li> <li>➤ 100% des quantités prévues pour chaque type de produit non alimentaire et 100% des aides en espèces prévues ont été distribuées</li> </ul>		



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE			
Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses	Ressources nécessaires
	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 100% des bénéficiaires (hommes et femmes) ont reçu des aides en espèces en temps voulu</li> <li>➤ 100% des bénéficiaires (hommes et femmes) ont reçu des vivres en temps voulu</li> </ul>		
<b>Composante 2: appui à l'agriculture et aux marchés</b> <b>Objectif: les agriculteurs et les négociants sont en mesure de vendre au PAM des denrées alimentaires produites localement (Objectifs stratégiques 4 et 5)</b>			
<b>Effet direct 2.1</b> (Objectif stratégique 5) Accroissement des possibilités de commercialisation grâce aux achats locaux du PAM d'un bon rapport qualité-prix	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Augmentation de 10 % par an des achats locaux</li> <li>➤ Augmentation de 10 % par an du revenu des agriculteurs ciblés</li> </ul>	Le système des récépissés d'entrepôt est accepté par les utilisateurs cibles Les parties prenantes sont conscientes des possibilités de commercialisation qui existent et sont disposées à en profiter	Produits alimentaires: néant Transport terrestre, entreposage et manutention: néant Autres coûts opérationnels directs: 48 229 143 dollars
<b>Produit 2.1.1</b> Produits alimentaires achetés localement	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ D'ici à 2014, 70% des produits alimentaires achetés par le PAM le sont localement</li> <li>➤ D'ici à 2014, 50% des achats effectués localement par le PAM le sont auprès de groupes de petits exploitants agricoles</li> <li>➤ Augmentation de 10 % par an du nombre d'agriculteurs ciblés ayant accès aux marchés de produits alimentaires des districts</li> <li>➤ Augmentation de 10 % par an du volume d'excédents répondant aux normes de qualité du PAM</li> </ul>	Les conditions de culture sont normales pendant la durée du projet (météo, intrants, maladies, etc.) Les agriculteurs peuvent se procurer facilement et durablement des intrants agricoles	
<b>Effet direct 2.2</b> (Objectif stratégique 4) Augmentation de la capacité de production, notamment d'aliments enrichis	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 50% des communautés ciblées ont accès à des cultures biologiquement renforcées</li> <li>➤ Augmentation de 10 % de la production de produits alimentaires enrichis pendant la période couverte par l'assistance du PAM</li> </ul>		



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE			
Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses	Ressources nécessaires
<b>Produit 2.2.1</b> Production accrue de maïs usiné et enrichi localement	➤ 100% du maïs distribué par le PAM est usiné et enrichi localement		
<b>Produit 2.2.2</b> Productivité agricole améliorée et diversification accrue de l'agriculture dans les communautés et les ménages ciblés	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 100% du réseau routier prévu (en km) est construit</li> <li>➤ 100% de la zone prévue pour le manioc est cultivée</li> <li>➤ 100% de la zone prévue pour le projet Nouveau riz pour l'Afrique est cultivée</li> <li>➤ 100% des vergers prévus sont cultivés</li> </ul>		



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

---

## LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

CROWNS	<i>Community Renewed-Ownership of West Nile Schools</i> (Programme d'investissement communautaire renouvelé dans les écoles du Nil occidental)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
KPAP	programme de création d'avoirs productifs dans le Karamoja
SNMI	santé et nutrition maternelles et infantiles